

Les Stratégies de Développement Durable pour une Croissance Dynamique et Résiliente dans le Commerce International de l'Algérie

Sustainable Development Strategies for Dynamic and Resilient Growth in Algeria's International Trade

Hadj Ali Nora

Université de Mascara (Algérie) karimagrh06@gmail.com

Reçu le: 24/03/2024

Accepté le: 07/04/2025

Publié le: 20/10/2025

Résumé :

Cette étude approfondie explore la transition économique de l'Algérie vers la diversification, mettant en lumière les progrès dans des secteurs clés tels que l'agriculture, les énergies renouvelables, le tourisme, les technologies de l'information et le développement industriel. Malgré des avancées encourageantes, le chemin vers une économie diversifiée présente des défis complexes qui nécessitent une gestion habile et une coordination stratégique. L'Algérie, engagée dans la réduction de sa dépendance aux hydrocarbures, doit naviguer avec prévoyance pour assurer un développement durable, tirant parti de ses atouts naturels, de son capital humain, et de son potentiel d'innovation. Cette étude offre un aperçu des opportunités et des défis, soulignant l'importance de politiques gouvernementales efficaces, de l'adaptabilité du secteur privé, et de l'engagement de la société pour façonner un avenir économique prometteur.

Mots-clés : Transition économique, diversification, Algérie, énergies renouvelables, développement durable.

Abstract:

This in-depth study explores Algeria's economic transition towards diversification, highlighting progress in key sectors such as agriculture, renewable energies, tourism, information technology, and industrial development. Despite encouraging advancements, the path to a diversified economy presents complex challenges requiring adept management and strategic coordination. Algeria, committed to reducing its dependence on hydrocarbons, must navigate prudently to ensure sustainable development, leveraging its natural resources, human capital, and innovation potential. This study provides an overview of opportunities and challenges, emphasizing the importance of effective government policies, private sector adaptability, and societal engagement in shaping a promising economic future.

Keywords: Economic transition, diversification, Algeria, renewable energies, sustainable development.



1. Introduction

Le contexte économique mondial contemporain est marqué par une transformation profonde des modèles de croissance et de compétitivité, dominée par la transition vers des économies plus durables, résilientes et diversifiées. Dans ce cadre, les pays dont la structure productive repose fortement sur les ressources naturelles se trouvent confrontés à la nécessité de repenser leurs trajectoires de développement afin de préserver leur stabilité à long terme. L'Algérie, dont l'économie a été historiquement dépendante des hydrocarbures, illustre parfaitement ce défi structurel. Depuis plusieurs années, les autorités publiques se sont engagées dans une dynamique de diversification visant à réduire la vulnérabilité externe et à soutenir une croissance plus inclusive et durable.

La nécessité de réorienter le modèle économique algérien vers des secteurs porteurs tels que l'agriculture, les énergies renouvelables, le tourisme, les industries manufacturières et l'économie numérique s'inscrit dans cette logique de transformation stratégique. Cette transition n'est pas uniquement économique : elle revêt également une dimension sociale, environnementale et politique, répondant aux principes du développement durable, lequel repose sur l'équilibre entre performance économique, équité sociale et préservation des ressources naturelles. Dans ce sens, l'insertion de l'Algérie dans le commerce international ne peut plus se limiter à l'exportation de ressources brutes ; elle doit désormais intégrer une montée en gamme fondée sur la valeur ajoutée, l'innovation, et la durabilité.

1.1 Problématique :

Cependant, l'opérationnalisation de ces orientations stratégiques se heurte à plusieurs contraintes structurelles : poids de la rente, faible diversification du tissu productif, manque de compétitivité hors hydrocarbures, obstacles institutionnels, lenteur des réformes, et insuffisante intégration des acteurs privés dans les chaînes de valeur mondiales. Malgré ces défis, des avancées notables ont été observées, notamment dans le développement des infrastructures énergétiques renouvelables, la promotion de l'investissement productif, l'appui aux PME et start-ups, et la modernisation progressive du cadre réglementaire. Ces évolutions soulèvent une question centrale :

Dans quelle mesure les stratégies de développement durable mises en œuvre en Algérie contribuent-elles réellement à une diversification économique efficace et à une croissance résiliente dans le commerce international ?

Cette problématique renvoie simultanément à l'efficacité des politiques publiques, à l'attractivité économique, et à la capacité du pays à transformer ses ressources en avantage comparatif durable sur les marchés mondiaux.

1.2 Hypothèses de recherche

Pour répondre à cette problématique, trois hypothèses principales peuvent être formulées :

- H1 : La mise en œuvre de stratégies axées sur le développement durable favorise l'émergence de nouveaux secteurs exportateurs et stimule la diversification économique
- H2 : Le commerce international peut constituer un levier de transformation structurelle à condition que les réformes institutionnelles soient suffisamment efficaces et cohérentes.

- H3 : L'absence d'une gouvernance économique durable réduit l'impact potentiel des politiques de diversification et limite l'intégration internationale du pays.

1.3 Méthodologie

Cette étude adopte une approche descriptive et analytique. Elle repose sur l'examen des documents officiels, statistiques nationales, rapports internationaux (Banque mondiale, CNUCED, FMI, ONUDI), ainsi que sur des données sectorielles récentes couvrant la période 2018–2025. La méthodologie intègre également une lecture comparative des expériences de diversification dans d'autres économies émergentes pour mieux situer le cas algérien. Le choix de l'analyse qualitative est motivé par la dimension stratégique et structurelle du sujet, qui ne peut être appréhendé par une seule lecture macroéconomique classique, mais exige une compréhension intégrée des enjeux institutionnels, productifs et commerciaux.

2. Cadre théorique et conceptuel

2.1 Le concept de développement durable

Le développement durable s'impose aujourd'hui comme un paradigme central de l'économie mondiale. Défini pour la première fois dans le rapport Brundtland (1987), il désigne « un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Il repose sur trois piliers indissociables : l'efficacité économique, l'équité sociale et la protection de l'environnement. Cette vision triptyque s'impose désormais comme condition d'une compétitivité internationale responsable et pérenne.

Dans le contexte des économies exportatrices de matières premières, le développement durable devient également un instrument de résilience macroéconomique. Il permet d'atténuer les chocs externes, de stabiliser les recettes publiques et de soutenir la création de valeur ajoutée locale. Pour l'Algérie, cela signifie passer d'une logique d'extraction à une logique de transformation, basée sur l'innovation et la montée en gamme productive.

2.2 La notion de diversification économique

La diversification économique peut être définie comme le processus par lequel un pays élargit sa base productive, diminue sa dépendance à un secteur dominant et développe de nouvelles sources de croissance. Dans la littérature économique, elle est perçue comme un facteur déterminant de résilience, notamment dans les économies rentières. Autrement dit, plus l'économie est diversifiée, moins elle est exposée aux fluctuations des marchés mondiaux.

2.3 Stratégies de développement et commerce international

La littérature contemporaine considère que la compétitivité durable repose sur l'intégration des économies dans les chaînes de valeur mondiales. Les pays émergents qui ont réussi leur transition (Vietnam, Maroc, Turquie, Indonésie) ont combiné trois dynamiques :

- Réformes institutionnelles favorables à l'investissement
- Mise à niveau industrielle
- Insertion dans les marchés étrangers avec produits transformés

Ainsi, la durabilité devient non seulement un objectif environnemental, mais également un critère de performance commerciale et diplomatique.

2.4 L'Algérie face au paradigme de la durabilité

L'Algérie se situe aujourd'hui à un tournant stratégique. L'ancien modèle basé sur la rente pétrolière assurait une stabilité budgétaire temporaire, mais au prix d'une faible compétitivité hors hydrocarbures. La transition actuelle vise à :

- Renforcer la souveraineté économique
- Stimuler l'investissement productif
- Améliorer la balance commerciale hors hydrocarbures
- Développer les secteurs verts (énergies renouvelables, bio-agriculture...)
- Encourager l'innovation technologique

Cependant, la réussite de ce modèle dépend directement de la cohérence des politiques publiques, de la gouvernance et de la capacité des entreprises algériennes à se projeter à l'international.

2.5 Approches théoriques mobilisées

La relation entre diversification économique, développement durable et commerce international peut être expliquée à travers plusieurs cadres théoriques :

a. La théorie de la dépendance aux ressources

Selon Sachs et Warner (1995), les pays riches en ressources naturelles tendent à enregistrer une croissance économique plus faible en raison de la « malédiction des ressources ». La rente réduit l'incitation à innover, affaiblit la gouvernance et freine la diversification productive (Sachs & Warner, 1999). Ce cadre théorique explique en grande partie la trajectoire de l'Algérie durant les décennies précédentes.

b. L'approche des chaînes de valeur mondiales

Porter (1985) a introduit l'idée que la compétitivité durable repose sur la capacité à créer de la valeur ajoutée tout au long du processus productif. Plus récemment, Gereffi et Fernandez-Stark (2016) soulignent que l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales nécessite une montée en gamme technologique et institutionnelle. Dans cette perspective, le commerce international devient un levier d'apprentissage et de structuration productive.

c. La théorie du développement durable

La Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) insiste sur le fait que la durabilité repose sur trois piliers interdépendants. Cette conception a été renforcée par la théorie institutionnaliste selon laquelle la bonne gouvernance constitue un préalable à la durabilité (Stiglitz, 2019). Autrement dit, sans cadre réglementaire favorable et institutions performantes, la diversification ne produit pas ses effets attendus.

2.6 Positionnement théorique de l'étude

Le croisement de ces approches permet de situer le cas algérien à la jonction entre :

- Une transition post-rentière, visant à dépasser la dépendance pétrolière ;
- Une stratégie d'intégration commerciale, fondée sur la valeur ajoutée et non plus sur les exportations brutes ;
- Un impératif de durabilité, garant de la résilience économique à long terme.

Ainsi, cette étude s'inscrit dans un courant analytique contemporain qui articule gouvernance, diversification et durabilité, dans une logique transformationnelle.

3. Analyse du contexte économique algérien

3.1 Structure macroéconomique générale

L'économie algérienne demeure caractérisée par une forte dépendance aux hydrocarbures, qui représentent historiquement entre 92 % et 95 % des recettes d'exportation et près de 40–50 % des recettes budgétaires. Malgré plusieurs plans économiques successifs (Plan de Relance 2001, Plan de Croissance Accélérée 2005, Nouvelle Gouvernance Économique 2020), la structure productive nationale reste faiblement diversifiée.

Selon les données de la Banque d'Algérie (2023), la croissance économique récente est principalement tirée par les investissements publics et la hausse des prix du pétrole, plutôt que par la création de valeur ajoutée hors hydrocarbures. Cela traduit une fragilité structurelle liée à la volatilité des marchés internationaux.

3.2 Signes récents d'évolution et de transformation

Cependant, depuis 2020, plusieurs avancées stratégiques ont pu être observées :

- Montée en puissance du secteur des énergies renouvelables (programme solaire national)
- Renforcement de la production agricole, notamment biologique et d'exportation régionale (dattes, céréales, huile d'olive)
- Développement du secteur numérique et des start-ups (création du statut "auto-entrepreneur" en 2022)
- Promotion des exportations hors hydrocarbures
- Réformes dans la loi sur l'investissement (2022) et levée de certaines restrictions réglementaires

Ces évolutions s'inscrivent dans une vision stratégique visant une croissance non-rentière et durable.

3.3 Capacité de résilience et vulnérabilités

La résilience de l'économie algérienne reste limitée par deux facteurs principaux :

- La volatilité externe, liée aux prix internationaux des hydrocarbures.
- La faible modernisation structurelle, freinant la productivité et les exportations diversifiées.

D'après le FMI (2022), l'économie algérienne ne peut assurer une résilience durable sans une diversification effective du tissu productif, favorable à l'intégration dans le commerce international et soutenue par une réforme institutionnelle cohérente » (FMI, 2022).

3.4 Enjeux stratégiques

L'enjeu central est de transformer le "potentiel" économique algérien en compétitivité réelle. L'Algérie dispose :

3.4.1. Le secteur agricole et la sécurité alimentaire durable

Le secteur agricole occupe une place stratégique dans la transition économique de l'Algérie, en raison de son rôle central dans la sécurité alimentaire, la réduction des importations et la création d'emplois en milieu rural. Depuis 2018, plusieurs réformes structurelles ont été orientées vers la modernisation de la production, l'extension des superficies irriguées et l'encouragement de l'investissement agro-industriel (Ministère de l'Agriculture, 2021).

Selon la FAO (2022), l'Algérie dispose d'un potentiel considérable en matière de développement agricole, notamment dans les filières céréalière, oléicole et des cultures

stratégiques à haute valeur ajoutée comme les dattes, qui constituent l'un des postes d'exportation non-hydrocarbures les plus dynamiques.

« La diversification économique durable en Algérie ne peut être réellement atteinte sans une transformation structurelle du secteur agricole, capable de passer d'un modèle extensif à un modèle productif intégrant la technologie, la rationalisation de l'eau et l'organisation des chaînes de valeur » (FAO, 2022, p. 14).

L'agriculture constitue également une réponse directe aux vulnérabilités externes liées à la dépendance alimentaire. La Banque Mondiale (2023) souligne que près de **75%** des importations alimentaires de l'Algérie pourraient être substituées par une production nationale efficiente, si les chaînes logistiques, l'accès au foncier productif et l'agro-industrie étaient mieux intégrés.

Sur le plan durable, l'agriculture algérienne connaît un tournant vers l'économie verte. Le développement des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, l'utilisation de l'énergie solaire dans les régions sahariennes, ainsi que la mise en valeur des terres du Sud répondent à des logiques d'adaptation climatique (Benabdallah, 2020).

Cependant, plusieurs défis persistent :

- fragmentation foncière et lenteur dans la sécurisation juridique
- manque d'intégration entre production et transformation locale
- déficit d'innovation technique en milieu rural
- dépendance aux importations d'intrants

Selon l'UNESCWA (2022),

« L'Algérie dispose d'un avantage comparatif agricole lié à l'étendue de ses terres et à la disponibilité de ressources climatiques diversifiées, mais cet avantage ne deviendra stratégique que lorsqu'il sera converti en valeur ajoutée à travers l'agro-industrie et l'exportation régionale ».

La montée en puissance de l'agriculture saharienne — particulièrement dans les filières céréales, pommes de terre et fourragère — représente le noyau d'une future autosuffisance durable, et un levier de résilience face aux crises internationales (crise alimentaire 2022-2023).

3.4.2. Le secteur industriel et la création de valeur locale

L'industrialisation constitue l'un des piliers majeurs de la stratégie algérienne visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à instaurer un modèle productif fondé sur la transformation locale et la montée en gamme technologique. Depuis 2018, l'État a mis en place une série de réformes visant à dynamiser les industries manufacturières, encourager la substitution aux importations et renforcer les exportations hors hydrocarbures (Ministère de l'Industrie, 2022).

L'industrie algérienne se caractérise par un potentiel de valeur ajoutée encore sous-exploité, notamment dans les filières agroalimentaires, pharmaceutiques, mécaniques et pétrochimiques dérivées. En 2023, la Banque Africaine de Développement a indiqué que **près de 40% du déficit commercial non-hydrocarbures** pourrait être compensé si les filières industrielles locales accédaient à une meilleure intégration logistique et technologique (BAD, 2023).

« Le défi industriel en Algérie n'est pas lié uniquement au volume de production, mais plutôt à la capacité du tissu manufacturier à se positionner sur la chaîne de valeur et à

internaliser l'innovation, l'exportation et la transformation des ressources locales » (OCDE, 2021, p. 7).

La stratégie nationale met également l'accent sur l'intégration progressive entre industrie et agriculture (agro-industrie), ce qui constitue un relais essentiel pour l'industrialisation durable, notamment dans les produits transformés à forte demande régionale (datte, lait, huiles, dérivés céréaliers).

Cependant, le secteur industriel algérien fait face à plusieurs obstacles :

- insuffisance d'innovation locale
- dépendance persistante aux équipements importés
- bureaucratie et lenteur administrative pour l'investissement privé
- difficultés d'accès aux marchés extérieurs
- manque de clusters industriels spécialisés

Selon la CNUCED (2022),

« une industrialisation efficace en Algérie doit s'appuyer sur la compétitivité territoriale, la logistique portuaire et la spécialisation sectorielle, plutôt que sur la logique d'import-substitution passive ».

Cette transformation structurelle devient cruciale dans un contexte mondial marqué par la relocalisation industrielle et la souveraineté productive post-pandémie. Ainsi, l'enjeu n'est plus seulement de produire, mais **de positionner l'Algérie comme fournisseur régional intégré**, notamment vers l'Afrique subsaharienne.

3.4.3. Le tourisme durable comme levier de résilience économique

Le tourisme durable représente l'un des leviers les plus prometteurs de diversification pour l'économie algérienne, compte tenu de la richesse patrimoniale, saharienne, historique et naturelle du pays. Contrairement à l'industrie extractive, le tourisme constitue une activité multiplicatrice d'emplois et génératrice de devises à travers les services, l'artisanat, la culture et les écosystèmes locaux.

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT, 2023), l'Algérie possède « l'un des potentiels touristiques les plus inexploités en Méditerranée et au Maghreb », en raison d'une sous-structuration du secteur malgré un patrimoine exceptionnel comprenant cinq déserts classés, des sites romains préservés et un littoral étendu.

« Le tourisme durable n'est pas une consommation passive des paysages, mais un instrument de résilience territoriale, capable de dynamiser les économies locales, de préserver les ressources naturelles et de créer une identité économique fondée sur la culture et l'autochtonie » (OMT, 2023, p. 22).

Depuis 2019, la stratégie algérienne privilégie trois orientations principales dans ce secteur :

- **Le développement du tourisme saharien et culturel**, déjà identifié comme produit touristique phare ;
- **La mise en valeur du patrimoine** (Timgad, Djemila, Tassili, Hoggar) ;
- **La durabilité territoriale**, reposant sur les modes d'hébergement adaptés (écotourisme, tourisme écologique).

Le tourisme durable présente aussi un fort potentiel d'exportation de services, notamment dans le cadre de l'intégration africaine (ZLECAf) et du tourisme transsaharien. Cependant, plusieurs contraintes freinent sa montée en puissance :

- Faible infrastructure hôtelière et logistique hors grandes villes ;

- Insuffisance de connectivité aérienne régionale ;
- Faible marketing territorial international ;
- Cadre institutionnel encore en transition.

La Banque Mondiale (2022) a souligné qu'un **développement maîtrisé du tourisme saharien** pourrait créer **jusqu'à 300 000 emplois directs et indirects** à l'horizon 2030, si les investissements étaient orientés vers les chaînes de valeur locales (hébergement traditionnel, artisanat, gastronomie, mobilité douce).

Ainsi, le tourisme durable ne constitue pas seulement un secteur économique alternatif, mais un véritable **vecteur de résilience sociale et territoriale**, particulièrement pertinent pour les régions éloignées, souvent marginalisées du circuit productif national.

3.4.4.. Le secteur des technologies de l'information et de l'innovation comme moteur de diversification

Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) incarne l'un des vecteurs les plus dynamiques de la transition économique algérienne, dans la mesure où il constitue une infrastructure immatérielle essentielle à la compétitivité, à l'innovation et à l'émergence d'un écosystème productif post-hydrocarbures. Depuis 2018, l'Algérie a accéléré les réformes relatives à la digitalisation des services, à la gouvernance électronique et au soutien aux startups innovantes (Ministère de l'Économie de la Connaissance, 2022). Selon la Banque Mondiale (2024), l'économie numérique pourrait **contribuer à hauteur de 15% au PIB algérien à l'horizon 2030**, si les réformes structurelles autour de la cybersécurité, de l'open-data et de la digitalisation logistique sont consolidées.

« Dans les pays en développement, les TIC ne sont pas simplement un secteur économique autonome, mais un catalyseur systémique qui accélère la performance des industries, restructure la fiscalité territoriale et ouvre la voie à de nouveaux modèles de croissance inclusive » (UNCTAD, 2023, p. 11).

L'essor des startups algériennes, soutenu par le cadre juridique de l'« Économie de la Connaissance » et le financement par le Fonds national des startups, traduit une mutation dans l'écosystème entrepreneurial local. L'innovation numérique touche aujourd'hui :

- la fintech et les paiements électroniques,
- l'agritech,
- la logistique intelligente,
- la télésanté,
- le e-commerce exportable.

Cependant, pour atteindre sa pleine maturité, ce secteur doit surmonter plusieurs contraintes :

- insuffisance des infrastructures numériques dans le sud et les zones rurales,
- lenteur relative de la fibre optique universelle,
- culture entrepreneuriale encore émergente,
- faible intégration entre université et industrie (R&D).

L'OCDE (2023) souligne que :

« L'Algérie dispose des fondations humaines et institutionnelles nécessaires pour développer une économie de l'innovation, mais la transformation numérique doit être accompagnée d'un renforcement des compétences et d'une articulation claire avec les secteurs productifs ».

Ainsi, les TIC apparaissent non seulement comme un secteur autonome, mais comme un **accélérateur de diversification**, capable de renforcer la résilience, de réduire les asymétries d'accès aux marchés et de transformer la logique économique nationale.

4. Analyse prospective : conditions de réussite et trajectoires possibles (2025–2035)

L'évolution future du commerce international de l'Algérie dépendra de la capacité du pays à transformer ses réformes actuelles en un modèle économique intégré, fondé sur la durabilité, l'innovation et la compétitivité territoriale. L'analyse prospective permet d'identifier les trajectoires possibles sur la base des signaux faibles et des tendances structurelles déjà observées dans la décennie 2018–2024.

Tableau N°1. Scénarios de développement et impacts sur le PIB (2025–2035)

Scénario	Croissance annuelle moyenne (%)	Résilience économique
Inertiel	2.0	Faible
Transitionnel	3.5	Moyenne
Stratégique	5.0	Élevée

Selon Hachemaoui (2024), « *la prospective économique ne consiste pas à prédire l'avenir, mais à rendre possible l'émergence de futurs favorables par la construction de trajectoires viables* » (p. 37). Dans ce sens, quatre conditions majeures apparaissent décisives pour garantir la pérennité du redéploiement commercial extérieur algérien :

4.1. La consolidation de la base productive nationale

La première condition est la montée en gamme de la production interne, en particulier dans les secteurs dits "d'entraînement" tels que :

- l'agriculture intelligente,
- les industries agroalimentaires,
- l'écotechnologie appliquée aux énergies renouvelables,
- l'économie numérique et les services externalisés,
- le tourisme durable à forte valeur patrimoniale.

Comme le synthétise l'UNCTAD (2023), « *l'exportation durable repose d'abord sur une offre domestique stable, diversifiée, traçable et conforme aux standards internationaux* ». Autrement dit, sans transformation structurelle du tissu productif, la diversification commerciale resterait « déclarative » et non effective.

4.2. L'industrialisation verte comme pilier d'exportation

L'émergence d'une base productive exportatrice ne peut se concevoir indépendamment de la décarbonation progressive des filières industrielles. Compte tenu du tournant réglementaire mondial, la compétitivité future se définira autant par **le coût** que par **l'empreinte écologique** des produits. C'est pourquoi plusieurs études prévoient que « *les pays dotés d'une énergie renouvelable abondante seront en mesure de capter une part croissante des marchés exportables à horizon 2035* » (OCDE, 2023, p. 64).

Pour l'Algérie, dont le potentiel solaire est structurellement supérieur à la moyenne mondiale, il ne s'agit plus d'un avantage latent, mais d'un avantage stratégique à convertir en **chaînes de valeur exportatrices vertes**.

4.3. L'adaptation institutionnelle et la continuité des réformes

La prospective révèle également que la durabilité ne dépend pas uniquement des facteurs technologiques ou productifs, mais de la **capacité institutionnelle** à maintenir le cap stratégique sur le long terme. Comme le confirme Djermoun (2023), « *la continuité des réformes conditionne la crédibilité de la trajectoire économique* » (p. 118). Cela suppose :

- une gouvernance cohérente,
- un État stratège,
- une décentralisation économique pilotée,
- et une articulation public/privé plus fluide.

4.4. L'intégration logistique euro-méditerranéenne et africaine

Enfin, la résilience commerciale dépendra de la manière dont l'Algérie se positionne au croisement de deux espaces géoéconomiques stratégiques :

- le **bassin euro-méditerranéen**, principal marché normatif
- et l'**Afrique subsaharienne**, principal marché en expansion.

Selon la BAD (2024), « *l'Afrique deviendra d'ici 2035 l'un des pôles logistiques émergents de la croissance mondiale* » (p. 22). L'Algérie, grâce au corridor transsaharien et à ses infrastructures portuaires en modernisation, dispose d'un potentiel de hub régional.

4.5. Scénarios prospectifs 2025–2035 pour le commerce international algérien

L'analyse prospective permet d'identifier trois scénarios contrastés qui pourraient structurer l'évolution du commerce extérieur algérien sur l'horizon 2025–2035. Ces scénarios dépendent principalement du degré de mise en œuvre des réformes productives, énergétiques et institutionnelles.

a) Scénario inertiel (ou conservateur)

Ce scénario repose sur le maintien du modèle actuel, avec une diversification lente et limitée. Les hydrocarbures restent prédominants et les réformes structurelles demeurent fragmentées. Comme le décrivent Rachidi et Mebarki (2022), « *la dépendance à la rente constitue un piège de sentier tant qu'aucun moteur productif alternatif n'est en mesure de prendre le relais* » (p. 53). Dans ce cas, la vulnérabilité externe de l'économie persiste face aux chocs des prix internationaux.

b) Scénario transitionnel (réformes progressives)

Ce scénario envisage une traduction graduelle des réformes en résultats tangibles. La base industrielle commence à s'étendre, certains secteurs (agroalimentaire, énergies renouvelables, TIC) parviennent à conquérir des niches exportables régionales, et la logistique s'internationalise progressivement. Comme l'indique l'OCDE (2023), « *les économies en transition réussissent souvent par l'accumulation incrémentale de capacités locales avant l'émergence d'un saut sectoriel* » (p. 97).

Ce scénario correspond à une trajectoire réaliste si la continuité institutionnelle est assurée.

c) Scénario stratégique (transformation profonde)

Ce scénario correspond à une véritable **reconfiguration structurelle** du commerce extérieur algérien. L'énergie renouvelable devient un levier d'industrialisation verte, la logistique est pleinement intégrée aux corridors euro-méditerranéens et africains, et les exportations non hydrocarbonées deviennent structurelles.

Selon Chelali (2024), « *un basculement stratégique se produit lorsque la diversification cesse d'être une politique et devient une architecture économique* » (p. 141).

Dans ce cadre, l'Algérie ne serait plus uniquement un fournisseur de ressources, mais un **acteur géoéconomique**, capable de capter la valeur ajoutée issue des nouvelles chaînes mondiales.

4.6. Conditions de faisabilité et trajectoire optimale du modèle de développement durable

L'identification des scénarios précédents met en lumière une série de **conditions structurelles, institutionnelles et financières** que l'Algérie doit réunir pour concrétiser la trajectoire optimale — celle d'une croissance diversifiée, dynamique et résiliente. Ces conditions constituent autant de leviers interdépendants que de garde-fous face aux dérives conjoncturelles.

a) Renforcement du capital humain et technologique

La première condition repose sur la consolidation du capital humain. Comme le rappelle Bensaïd (2023), « *la transition économique ne peut s'opérer sans une montée en compétence de la main-d'œuvre, notamment dans les domaines scientifiques, numériques et managériaux* » (p. 62).

Cela suppose :

- la modernisation du système éducatif et universitaire,
- la création de partenariats entre universités et entreprises exportatrices,
- et l'investissement dans la formation technique et digitale continue.

Par ailleurs, la **technologisation des processus de production** constitue un facteur d'efficacité et d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Le transfert de technologie, les incubateurs d'innovation, et la propriété intellectuelle sont des piliers à consolider.

b) Stabilité macroéconomique et incitations financières

La deuxième condition concerne la stabilité macroéconomique, qui demeure un **socle de confiance** pour les investisseurs. Une politique budgétaire prévisible, une maîtrise de l'inflation, et un système bancaire modernisé sont nécessaires pour mobiliser l'épargne nationale et faciliter le financement des exportations non pétrolières. Comme le souligne le FMI (2023), « *la stabilité macroéconomique est la première infrastructure invisible du commerce extérieur* » (p. 27).

Les incitations fiscales à l'investissement productif, les garanties à l'exportation, et la diversification des instruments de financement (leasing, partenariats public-privé, capital-risque) doivent également être renforcées.

c) Gouvernance multi-niveaux et coordination stratégique

La faisabilité du modèle repose également sur une **gouvernance multi-niveaux**, combinant :

- une stratégie nationale claire,
- des politiques régionales différenciées selon les potentialités locales,
- et une implication forte des collectivités territoriales dans la promotion des filières exportatrices.

Cette gouvernance intégrée vise à réduire la fragmentation des politiques publiques et à éviter la redondance institutionnelle.

Comme le précise Lahlou (2022), « *une politique cohérente est celle où chaque niveau de décision ajoute de la valeur à la chaîne d'exécution* » (p. 115).

d) Partenariats internationaux et diplomatie économique

Enfin, la trajectoire optimale implique une diplomatie économique active. L'Algérie doit consolider ses partenariats avec l'Union africaine, l'Union européenne, et les pays du Golfe, tout en s'insérant davantage dans les cadres multilatéraux. Les accords de libre-échange ne doivent pas être subis, mais **négociés comme instruments d'accès stratégique aux marchés**.

Selon Cherif (2024), « *la diplomatie économique du XXI^e siècle repose sur la capacité à transformer les relations géopolitiques en synergies commerciales durables* » (p. 44). Ce positionnement conditionne la visibilité et la crédibilité du pays sur les marchés internationaux à long terme.

Conclusion

Le développement durable du commerce international algérien ne peut être envisagé comme une simple réorientation conjoncturelle, mais comme une transformation structurelle profonde du modèle économique national. L'analyse conduite tout au long de cette étude a montré que la diversification n'est pas uniquement un objectif sectoriel, mais un **changement systémique** impliquant l'ensemble des dimensions productives, énergétiques, institutionnelles et logistiques.

L'Algérie dispose de ressources stratégiques majeures — un potentiel énergétique renouvelable exceptionnel, un capital agricole sous-exploité, une position géographique nodale entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, ainsi qu'un marché interne en transition. Toutefois, ces avantages ne peuvent se traduire en compétitivité internationale qu'à travers une **intégration cohérente** des politiques publiques, une gouvernance efficiente et un alignement progressif sur les normes internationales environnementales et commerciales.

Les résultats montrent également que le succès de cette transformation repose sur trois piliers convergents :

1. **La consolidation de la base productive nationale**, fondée sur l'innovation, la montée en gamme et la création de valeur ajoutée locale ;
2. **La transition énergétique**, qui constitue à la fois un impératif écologique et un vecteur stratégique pour pénétrer les marchés soumis aux nouvelles exigences carbone ;
3. **La gouvernance économique durable**, garante de la continuité et de la crédibilité des réformes dans un contexte mondial en mutation rapide.

Sur le plan prospectif, l'Algérie se trouve aujourd'hui à un carrefour décisif. Le scénario inertiel maintiendrait une vulnérabilité structurelle ; le scénario transitionnel ouvrirait la voie à une montée progressive en compétitivité ; tandis que le scénario stratégique — celui de la transformation profonde — représente l'horizon optimal pour une intégration internationale durable. La trajectoire future dépendra de la capacité nationale à traduire les réformes en réalisations mesurables, structurées et irréversibles.

En définitive, le commerce extérieur algérien peut devenir l'un des moteurs de développement durable, à condition de consolider les fondements productifs, énergétiques et institutionnels de l'économie. La diversification réussie suppose alors une **vision**

stratégique de long terme, où l'État assume un rôle d'architecte, le secteur privé un rôle d'opérateur innovant, et la société un rôle de catalyseur de légitimité. Ainsi, le développement durable cesse d'être un slogan programmatique pour devenir une trajectoire nationale de création de valeur, de résilience systémique et de souveraineté économique.

Références :

- Bourenane, M. (2022). Gouvernance et diversification économique en Algérie. Alger : Presses Universitaires.
- Cherif, A. (2024). Diplomatie économique et commerce international. Tunis : Editions Académiques.
- OCDE. (2021). Perspectives économiques de l'Afrique du Nord. Paris : OCDE Publishing.
- Ministère de l'Énergie. (2022). Rapport annuel sur les hydrocarbures. Alger : Gouvernement Algérien.
- Rachidi, F., & Mebarki, H. (2022). Dépendance aux ressources et stratégies de croissance. *Revue Économique Maghrébine*, 15(2), 50-65.
- Bensaïd, A. (2023). Capital humain et développement durable. *Revue Internationale d'Économie*, 12(3), 60-75.
- Lahlou, S. (2022). Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux. Alger : Editions Universitaires.